



NON À LA MILITARISATION DE L'ÉCOLE !

REFUSONS L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE !

Jeudi 26 mars, pendant que des milliers de personnels de l'Éducation et de lycéen·nes se mobilisaient contre le budget de guerre porté par Lecornu, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi visant à **renforcer l'« enseignement de la défense »** dans les collèges et lycées.

Derrière cette offensive se cache une volonté claire : mettre l'école au service de l'État et de son appareil militaire. **L'instauration d'un référentiel de compétences en « défense et sécurité globale » vise à normaliser et généraliser un discours militariste auprès des élèves et des personnels de l'éducation.**

Pire encore, ces enseignements pourraient être assurés par des intervenant·es issu·es des réserves militaires ou dites « citoyennes », sans aucune garantie d'indépendance pédagogique ni de regard critique.

Pendant ce temps, les suppressions de postes se multiplient, les conditions de travail se dégradent et les heures d'enseignement diminuent. Mais pour militariser les esprits, l'État trouve du temps et des moyens. Cet ajout ne pourra se faire qu'au détriment des disciplines.

Nous refusons que l'école devienne une fabrique d'adhésion à l'ordre militariste. L'histoire nous rappelle où mènent les politiques d'embrigadement de la jeunesse : à la soumission et aux guerres. À la fin, ce sont toujours les classes populaires qui paient le prix fort !

Cette loi s'inscrit dans une dynamique globale : celle d'une marche à la guerre et d'un réarmement massif, pendant que les services publics sont sacrifiés. Le pouvoir organise la guerre à l'extérieur comme à l'intérieur : guerre impérialiste d'un côté, guerre sociale de l'autre. Les milliards pour l'armée sont autant de moyens retirés à l'éducation, à la santé et aux besoins sociaux.

Le lien est assumé par les promoteurs de cette loi eux-mêmes : l'« enseignement de la défense » serait le complément moral des investissements militaires. Nous y voyons au contraire une entreprise de conditionnement.

Des établissements militarisés existent déjà : les lycées militaires. Est-ce ce modèle autoritaire que l'on veut généraliser ? Nous affirmons que l'école doit rester un espace d'émancipation, de savoir critique et de construction collective. **Oui, nous l'assumons : face à l'imposition d'une école nationale-républicaine, nous proposons l'École démocratique.**

La CNT-SO FUER exige :

- le retrait immédiat de cette proposition de loi
- la fin de tous les dispositifs liant l'École et l'armée (classes défense, interventions militaires, rallyes dits « citoyens », etc.)
- l'abandon de toute forme de service militaire ou dispositif assimilé
- des moyens pour l'Éducation, pas pour la guerre

Nous appelons les personnels, les élèves, les parents à s'organiser collectivement pour bloquer cette offensive. Refusons l'ingérence de l'armée dans nos établissements. Défendons une école au service des tous·tes, tournée vers l'émancipation.

NOS ÉLÈVES NE SONT NI CHAIR À CANON, NI CHAIR À PATRON !

DE L'ARGENT POUR NOS SERVICES PUBLICS ET NOS SALAIRES, PAS POUR LA GUERRE !